

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 04/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NASARRE Fils

Route de Pusignan
69330 Meyzieu

Références : UDR-SSDAS-25-249-EM
Code AIOT : 0010600330

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2025 dans l'établissement NASARRE Fils implanté 42, rue Paul et Marc Babezat 69150 Décines-Charpieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection réactive du 08/08/2025 a été menée à la suite de l'incendie survenue sur le site de NASARRE Fils le 06/08/2025. Elle a été réalisée dans l'objectif de préciser les causes et conséquences de cet incident et de contrôler les conditions d'exploitation du site.

Par ailleurs, cette inspection est également réalisée suite à un signalement de riverains concernant des problématiques d'odeurs et de gestion irrégulière des déchets sur site, ainsi que du risque sanitaire associé. Ce signalement a fait l'objet d'une main courante réalisée auprès de la Police Municipale de Décines-Charpieu. Elle est datée du 27/06/2025, réalisée suite à une visite du même jour et transmise aux services de l'inspection le 25/07/2025.

Un signalement des riverains auprès des services de l'Inspection a également été réalisé le 11/08/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NASARRE Fils
- 42, rue Paul et Marc Babezat 69150 Décines-Charpieu
- Code AIOT : 0010600330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NASARRE Fils exploite sur la commune de Décines-Charpieu des installations de stockage et de récupération de déchets de chantiers en mélange et des Déchets Industriels Banals (DIB). Un changement d'exploitant (anciennement THB) a été acté par arrêté du 05/03/2025. La typologie des déchets accueillis a évolué (anciennement essentiellement des déchets de métaux, actuellement des déchets de chantier en mélange et DIB). Une actualisation du classement ICPE et des activités du site devient nécessaire.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement ICPE	AP Complémentaire du 05/03/2025, article Annexe 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Gestion des poussières	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 23/03/1998, article 5.2.4	Demande d'action corrective	2 mois
8	Modifications du site	Arrêté Préfectoral du 23/03/1998, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rapport	Arrêté Préfectoral du 23/03/1998,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'accident / incident	article 1.2	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate des non-conformités portant sur la gestion des déchets et la conformité des activités autorisées par l'arrêté préfectoral du site. Ce dernier doit être actualisé.

Suite à l'incendie du 06/08/2025, aux nuisances signalées et au changement d'exploitant et d'activité récent, des justificatifs sont demandés à l'exploitant concernant :

- l'actualisation du classement ICPE du site,
- les modalités de stockage (hauteur réglementaire, contrôle des hauteurs, stockage en alvéole, etc.),
- la disponibilité de l'état des stocks et du plan de défense incendie,
- la gestion des odeurs,
- la gestion des poussières,
- la présentation des modifications réalisées et la conformité à l'arrêté ministériel du 22/12/2023.

L'Inspection demande également à l'exploitant de réaliser les actions correctives suivantes :

- tenir à disposition les documents et actions réalisées suite à l'incendie du 06/08/2025 : analyse des eaux, bordereaux de suivi de déchets, etc.
- nettoyer le site et gérer les envols de poussières

Ces éléments sont tenus à disposition de l'Inspection et susceptibles d'être contrôlés lors d'une inspection ultérieure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2025, article Annexe 1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au classement ICPE du site
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - Rubrique 2718-1 (A) - tri, transit, regroupement de déchets dangereux : 9 tonnes de batteries - Rubrique 2712-1 (E) : dépollution, démontage de Véhicules Hors d'Usage : 300 m² - Rubrique 2713-1 (E) - tri, transit, regroupement de déchets de métaux : 6900 m² - Rubrique 2714-1 (E) - tri, transit, regroupement de déchets non dangereux (de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, bois et textiles : 1000 m³

- Rubrique 2515-1-b (DC) - broyage, concassage, criblage de mélanges de pierres, produits minéraux et déchets non dangereux inertes : trommel 55 kW, Concasseur - broyeur : 130 kW soit un total de 185 kW

- Rubrique 2791-2 (DC) - traitement de déchets non dangereux : 5 tonnes / jour

Constats :

L'Inspection a contrôlé le respect du classement ICPE du site et des différents seuils réglementaires en comparaison de son arrêté préfectoral du 05/03/2025.

A noter que cet arrêté préfectoral acte le changement d'exploitant du site (passage de THB à NASARRE FILS) mais que le classement ICPE nécessite d'être étudié en comparaison des activités réelles réalisées.

- Rubrique 2718-1 (A) - tri, transit, regroupement de déchets dangereux : 9 tonnes de batteries

L'Inspection constate que l'exploitant ne réalise plus le tri, transit de batteries. Les batteries collectées sont issues de refus de tri et sont découvertes au sein des déchets en mélange. L'exploitant indique également parfois accueillir des déchets d'amiante, également issus de refus de tri au sein de déchets en mélange issus de ses chantiers. L'Inspection n'a pas constaté de déchets d'amiante le jour de l'inspection, le 08/08/2025. Toutefois, des déchets d'amiante étaient présents lors de l'intervention de la Police Municipale, le 27/06/2025.

L'Inspection rappelle à l'exploitant que le stockage et l'évacuation d'amiante doit être réalisé conformément aux différentes prescriptions du Code de l'environnement qui indique notamment :

- l'ensemble des déchets d'amiante devront être stockés au sein de sacs déchets dont les spécifications sont définies réglementairement, dans un big-bag ou autre contenant de regroupement sur une zone signalée et dédiée,
- l'évacuation des déchets amiantés doit être réalisée via la réalisation d'un Bordereau de Suivi de Déchets d'Amiante (BSDA)

L'Inspection demande également à l'exploitant d'actualiser les quantités et typologies réelles de déchets stockés sous la rubrique 2718, en raison de l'absence de stockage de batteries et de la présence d'amiante, voire d'autres types de déchets dangereux.

- Rubrique 2712-1 (E) : dépollution, démontage de Véhicules Hors d'Usage : 300 m² et rubrique 2713-1 (E) - tri, transit, regroupement de déchets de métaux : 6900 m²

L'Inspection constate que l'exploitant ne réalise plus ces rubriques précédemment autorisées. L'exploitant indique à l'Inspection qu'il souhaite conserver le bénéfice de ces rubriques dans le cas où l'activité s'avérerait modifiée à terme. L'Inspection indique à l'exploitant que les rubriques ICPE peuvent être inactives pour une période de 3 ans. Au-delà de ce délai, une cessation d'activité partielle sera alors à réaliser sauf demande motivée de l'exploitant.

- Rubrique 2714-1 (E) - tri, transit, regroupement de déchets non dangereux (de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, bois et textiles : 1000 m³

L'Inspection constate que l'exploitant réalise cette activité. L'état des stocks transmis par mail du 14/08/2025 indique que le 08/08/2025, l'exploitant disposait de 315 tonnes de Déchets Industriels

Banals classe 3 et 46 tonnes de déchets divers (bois, carton, ferraille, plastiques, etc.).

L'Inspection demande à l'exploitant d'actualiser le volume réel réalisé pour cette rubrique ICPE en fonction de l'activité du site.

- Rubrique 2515-1-b (DC) - broyage, concassage, criblage de mélanges de pierres, produits minéraux et déchets non dangereux inertes : trommel 55 kW, Concasseur - broyeur : 130 kW soit un total de 185 kW

L'Inspection constate la présence d'appareils de broyage et concassage sur site. La puissance de ces appareils avait été confirmée par la dernière actualisation du classement ICPE.

- Rubrique 2791-2 (DC) - traitement de déchets non dangereux : 5 tonnes / jour

L'exploitant indique à l'Inspection que tonnage journalier de déchets non dangereux traités est supérieur aux 5 tonnes autorisées. L'Inspection demande à l'exploitant d'actualiser le tonnage de déchets non dangereux journaliers traités.

- Rubrique 2716. Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719

L'Inspection constate que l'accueil des déchets de chantiers en mélange peut relever de la rubrique 2716 en raison de la présence de déchets combustibles mélangés. Il convient donc que l'exploitant se positionne sur cette rubrique ICPE, en termes de volume réceptionné et de régime administratif. Ce dernier devra également étudier les risques associés.

- Rubrique 2710. Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719

L'exploitant réalise la collecte de déchets apportés par le producteur initial des déchets. La réalisation de cette activité implique la déclaration d'une nouvelle rubrique ICPE. Il convient donc que l'exploitant se positionne sur cette rubrique ICPE (tonnage et volume réceptionné), sur la typologie de déchets accueillis et le régime administratif. La problématique liée à cette rubrique est l'accueil du public dont les modalités devront également être précisées (séparation avec les activités professionnelles de gestion de déchets, procédures mises en place, etc.). L'exploitant devra également étudié les risques associés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois :

- d'actualiser son classement ICPE en comparaison des réelles activités réalisées et des constats de l'Inspection,
- de réaliser les modélisations thermiques et études demandées dans le dossier de "Porter à Connaissance", selon le point de contrôle n°8

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 2 : Gestion des déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des produits et déchets

Prescription contrôlée :

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. **Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée** (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

La hauteur des déchets entreposés **n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.**

Constats :

L'Inspection rappelle à l'exploitant que les zones de stockage de ces déchets sont celles identifiées dans le plan des stockages transmis. La zone de déchargement n'est pas une zone de stockage et doit donc être vide de déchets hors période d'exploitation du site.

L'Inspection constate que la hauteur des déchets est supérieure à 3 mètres de haut mais inférieure à 6 mètres.

Les habitations les plus proches sont situées :

- pour les habitations situées à l'Ouest du site, à une distance de 110 mètres du dépôt de déchets le plus proche.
- pour les habitations situées à l'Est du site, à une distance de 95 mètres du dépôt de déchets le plus proche. Ce dépôt est situé à l'arrière du bâtiment et n'est donc pas directement visible depuis les habitations.

L'exploitant devra respecter les hauteurs de stockage de déchets réglementaires, en fonction de la localisation de ces derniers et de la distance avec les différentes habitations.

Ainsi, les stockages situés en bordure du site, à l'Ouest (valorisation énergétique (UVE), DIB, bois broyé, remblai) sont limités à 6 mètres de hauteur maximum car situés à plus de 100 mètres des habitations.

Les stockages situés directement à l'est du bâtiment (stockage en benne et zone de déchargement) sont limités à 3 mètres de hauteur car situés à moins de 100 mètres des habitations.

De plus, en tout état de cause, pour des raisons de sécurité et dans l'attente de l'étude des flux thermiques demandée, **l'Inspection indique que la hauteur des stockages des éléments combustibles ne doit pas dépasser la hauteur des alvéoles coupe-feu.**

A terme, cette hauteur limite sera à définir en fonction des modélisations thermiques demandées dans le porter à connaissance (cf. point de contrôle n°8). La hauteur de stockage maximale sera alors prescrite dans un nouvel arrêté préfectoral.

L'Inspection précise également à l'exploitant que la hauteur des déchets stockés doit être vérifiable par divers moyens par l'exploitant (perches, marquage, etc.).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de disposer des moyens techniques permettant d'évaluer la hauteur des stockages, • de limiter les hauteurs des stockages d'éléments combustibles sous les hauteurs des alvéoles coupe-feu, • de garantir que les stockages de déchets situés à plus de 100 mètres des habitations sont réalisés à 6 mètres de hauteur maximale, • de garantir que les stockages de déchets situés à moins de 100 mètres des habitations sont réalisés à 3 mètres de hauteur maximale, • si nécessaire de mettre en place les aménagements permettant de limiter l'impact visuel des stockages réalisés, • de transmettre les éléments mis en place permettant de respecter les dispositions ci-dessus (photographies, procédures, etc.). <p>sous 6 mois, de réaliser et transmettre de nouvelles études des flux thermiques permettant de définir les hauteurs de stockages en fonction des réels volumes stockés (cf. point de contrôle n°8).</p> <p>L'Inspection rappelle également à l'exploitant la nécessité de respecter le plan des stockages transmis et notamment, l'interdiction de stocker des éléments combustibles et des déchets dans la zone de déchargement, hors période d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'état des stocks et mise à disposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>

Constats :

Par mail du 14/08/2025, l'exploitant a transmis un état des stocks présents au sein de l'installation le 06/08/2025, jour de l'incendie.

Cet état des stocks indique les éléments suivants :

- Remblais inertes : 545 tonnes.
- DIB classe 3 : 315 tonnes.
- Divers (Bois, carton, ferraille, plastiques....) : 46 tonnes.

L'Inspection indique à l'exploitant que cet état des stocks doit recenser l'ensemble des déchets et des matières combustibles présents dans l'installation. Pour une meilleure compréhension des services d'incendie et de secours, il est recommandé à l'exploitant d'inscrire également le volume présent pour chaque typologie de déchets / matières stockés.

L'Inspection indique à l'exploitant que ces informations, ainsi que le plan de défense incendie demandé à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023, doivent être mis à disposition du Service départemental Métropolitain d'Incendie et de Secours (SDMIS). Des solutions techniques (casier, QR code, etc.) sont envisagées par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois :**

- de réaliser et mettre à disposition du SDMIS un état des matières stockées ainsi que le plan de défense incendie demandé,
- de transmettre les éléments démontrant de la réalisation de cette action (photographies, procédures, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Rapport d'accident / incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/1998, article 1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident / incident

Prescription contrôlée :

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être signalé dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées. Un compte-rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous une forme adaptée.

Constats :

Par mail du 07/08/2025, l'exploitant a transmis le rapport d'incident réalisé suite à l'incendie du 06/08/2025.

Ce rapport répond à l'ensemble des éléments demandés (chronologie de l'évènement, matières impliquées, conséquences, mesures prises, circonstances et retour d'expérience).

L'exploitant indique que les eaux d'extinction ont été collectées dans le bassin de rétention. Ces dernières sont en cours d'analyse sur les paramètres de rejet classiques définis par l'arrêté

<p>préfectoral ainsi que sur les PFAS. En fonction des résultats, ces dernières seront éliminées, soit au réseau, soit dans les filières appropriées comme des déchets dangereux.</p> <p>Les déchets brûlés seront également évacués prochainement.</p> <p>L'Inspection indique à l'exploitant que les eaux d'extinction et les déchets brûlés doivent être évacués dans les filières appropriées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de tenir à disposition de l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les rapports d'analyse des eaux d'extinction, • la méthode d'élimination pour ces eaux, • les Bordereaux de Suivi de Déchets en fonction de la méthode sélectionnée. • les éléments démontrant de l'évacuation des déchets brûlés (photographies, Bordereaux de Suivi de Déchet, etc.).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Gestion des odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédures mises en place</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.</p> <p>Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins d'entreposage, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate la présence d'odeurs persistantes et incommodantes sur site. Ces odeurs semblent liées à la présence de plâtre et autres déchets présents au sein des déchets de chantier réceptionnés. La procédure impliquant l'humidification de ces déchets, combinée à la forte température estivale, entraîne l'émanation d'odeurs et des nuisances potentielles pour le voisinage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de mettre en place des dispositions visant à limiter l'impact olfactif de son activité, • de transmettre les éléments mis en place.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Gestion des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.4

Thème(s) : Risques chroniques, Procédures mises en place
--

Prescription contrôlée :

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos. Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) et les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.

Constats :

L'Inspection constate que l'exploitant a mis en place une procédure d'humidification des déchets de chantier réceptionnés, dans l'objectif de limiter les poussières. Selon les conditions météorologiques, l'Inspection constate que les envols de poussières peuvent effectivement devenir une nuisance pour le voisinage. Des solutions techniques sont envisagées par l'exploitant pour limiter cet impact (filet anti-poussières, surélévation des alvéoles coupe-feu, modification de la procédure, etc.)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois :

- de mettre en place des dispositions visant à limiter les émissions de poussières,
- de transmettre les éléments mis en place.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/1998, article 5.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté du site
--

Prescription contrôlée :

Les locaux et les équipements devront être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. **Les éléments légers qui se seront éventuellement dispersés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement devront être régulièrement ramassés.**

Constats :

<p>L'Inspection constate la présence de déchets "légers" (plastiques, cartons, etc.) présents sur les voies de circulation et hors des alvéoles de stockage prévues à cet effet. Ces déchets sont, soit dus à des envols, soit liés à un stockage inapproprié, soit à un nettoyage du site incomplet. Des éléments correctifs sont demandés à l'exploitant sur ces éléments.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> de réaliser un nettoyage complet du site, de réaliser et appliquer une procédure concernant la gestion des envols d'éléments légers, et plus globalement le nettoyage du site. <p>Ces éléments sont tenus à disposition de l'Inspection et susceptibles d'être contrôlés lors d'une inspection ultérieure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Modifications du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/1998, article 1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Porter à Connaissance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection indique à l'exploitant que le changement d'exploitant réalisé récemment a entraîné une modification de l'activité réalisée au sein de l'exploitation. Ces modifications doivent être présentées à l'Inspection afin que cette dernière évalue leur caractère substantiel ou notable, ainsi que leur dangerosité (flux thermiques, etc.). Par ailleurs, l'application des différents articles de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 entraîne des modifications des conditions d'exploitation qui doivent également être étudiées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser et de porter à la connaissance de la préfète et de l'Inspection des installations classés, un dossier de modifications, sous un délai de 6 mois, contenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> actualisation du classement ICPE du site selon les éléments indiqués dans le point de contrôle n°1, si nécessaire, en fonction des rubriques ICPE ajoutées, modifiées ou supprimées,

- réalisation d'une demande d'examen au cas par cas,
- réalisation d'une étude des flux thermiques selon les réels stockages réalisés,
- si nécessaire, actualisation des documents et études liées à l'exploitation du site (plan du site, plan des stockages, calcul D9 / D9A, etc.).
- comparaison des activités réalisées à l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 22/12/2023,

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois